

LA RECHERCHE DANS LE RÉSEAU DE L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC



Agents de changement

Comment les chercheurs sont en train
de transformer le Québec

De gauche à droite, Lyne Douville, professeure en psychoéducation à l'UQTR et directrice de l'Université de la Rue, Jean-Félix St-Germain, travailleur de rue et président de l'Association des Travailleurs et Travailleuses de Rue du Québec et Philippe Malchelosse, directeur général de l'organisme Point de Rue, et cofondateur de l'Université de la Rue.

Éditorial

Un parti pris pour la société

Il y a la théorie et il y a l'expérience du terrain. Quand les chercheurs rencontrent les citoyens, toute la société y gagne; de nouvelles idées et de nouvelles pratiques en émergent.

Depuis quelques années, les universitaires sont appelés sur plusieurs fronts : lutte contre la pauvreté, bataille pour sauver les villages en région, protection du territoire, itinérance, etc. Leur engagement est précieux, il est devenu l'une des valeurs du Québec.

On comprendra aussi que les innovations sociales qu'entraîne la contribution des scientifiques constituent des atouts extraordinaires de développement. «Le capital financier, c'est bien; mais il faut aussi du capital social de base afin que la communauté puisse en retirer tous les fruits», a affirmé un des chercheurs rencontrés au fil des entrevues qui constituent ce dossier.

Par voie de conséquence, de nouveaux espaces de pouvoir se sont développés, là où s'exprime notamment la démocratie participative. «Un phénomène assez unique en Amérique», faisait remarquer un autre universitaire.

Dans une économie où les savoirs les plus divers évoluent, les institutions ont un beau défi : former une élite qui puisse rester au parfum des exigences du milieu, elles aussi en pleine mutation. Nous sommes tous des apprenants dans ce monde en mouvement.

Il semble que nos institutions et leurs chercheurs soient en phase avec cette nouvelle donne. Les tours d'ivoire s'effondrent et c'est heureux.

Un dossier réalisé par Raymond Lemieux

Ce dossier est inséré dans le numéro d'avril-mai 2014 du magazine *Québec Science*. Il a été financé par l'Université du Québec et produit par le magazine *Québec Science*.

Comité éditorial :

Sylvie B. de Grosbois (UQAM)
Pierre Pinsonnault (UQTR)
Stéphane Allaire (UQAC)
Frédéric Deschenaux (UQAR)
André Manseau (UQO)
Anne-Marie Nadeau (UQAT)
Josée Charest (INRS)
Josée Gauthier (ENAP)
Claude Bédard (ÉTS)
Eric Lamiot (TÉLUQ)
Céline Poncelin de Raucourt (UQ)
Valérie Reuillard (UQ)
David H. Mercier (UQ)
Raymond Lemieux (Québec Science)

Coordination :

Raymond Lemieux et Valérie Reuillard

Rédaction :

Raymond Lemieux

Graphisme :

François Émond

Révision : Hélène Matteau

Correction-révision :

Luc Asselin

Bibliothèque nationale du Canada :

ISSN-0021-6127

Les dix établissements du réseau de l'Université du Québec ont pour mission de faciliter l'accessibilité à l'enseignement universitaire, de contribuer au développement scientifique du Québec et au développement de ses régions.

Sommaire



STUDIO DU RUISSEAU

III GÉNÉRATEURS D'INNOVATION

Les chercheurs apportent un éclairage nécessaire – et nouveau – sur les préoccupations des citoyens et des décideurs. Mais parce qu'ils agissent en coulisses, leur travail est mal compris. Dommage. Engagez-vous, qu'ils disaient!

V PLACE AUX CITOYENS !

VI UN DIPLÔME EN DIGNITÉ APPLIQUÉE

Un exil intérieur dans le refus et la rupture. Des itinérants? Plutôt des humains qui portent leur souffrance sur leur dos, dans leur chair et leur sang. Une initiative sans pareille, l'Université de la Rue, permet de mieux aider ces êtres à part.

VIII LA CLÉ DES CHAMPS

Pas de murs, pas de salles de cours; les classes sont

données dans des granges et des sous-sols d'église. Bienvenue à l'Université rurale.

X LE PARADOXE MINIER

Quand les chercheurs doivent interpréter des résultats en apparence contradictoires

LE SOUFFLE DE RIO

Et si c'était sur les petites et moyennes municipalités que reposait le succès du développement durable?

XI L'ÉTINCELLE

Il y a une valeur sur laquelle on peut miser pour relancer la vie d'une localité: le sentiment d'appartenance.

XII LE POUVOIR GASPÉSIEN

Éole, dieu du vent, a élu domicile sur les rives du golfe Saint-Laurent, grâce à la complicité d'ingénieurs déterminés.



L'université dans la cité

GÉNÉRATEURS D'INNOVATION

Les chercheurs apportent un éclairage nécessaire – et nouveau – sur les préoccupations des citoyens et des décideurs. Mais parce qu'ils agissent en coulisses, leur travail n'est pas toujours reconnu à sa juste valeur. Dommage. Engagez-vous, qu'ils disaient!

« **L**es sciences sociales sont-elles utiles? » Cette lourde et provocante question, **Madeleine Gauthier**, sociologue et chercheuse au Centre Urbanisation Culture Société de l'Institut national de la recherche scientifique (INRS), l'entend souvent. Qu'est-ce à dire? La société est régulièrement traversée par des débats – controverses autour de l'exploitation des gaz de schiste ou divergences au sujet de la Charte des valeurs, par exemple – qui appellent une réflexion à laquelle nombre de chercheurs en sciences humaines peuvent contribuer. Alors? « Justement, il faudrait des sociologues partout! » s'exclame-t-elle.

AARON MCCOMBY/COLAGEONE

L'universitaire, aujourd'hui, ne peut certainement plus se cantonner dans sa tour d'ivoire. Même les organismes subventionnaires posent le travail avec les collectivités

comme une condition de financement des projets. Résultat, l'image que l'on se fait des chercheurs est en train de changer. « Si on veut que nos travaux et que nos connaissances soient utiles et aient des répercussions, il faut en effet être convaincants, soutient Madeleine Gauthier. Nous ne sommes pas seuls sur la place publique. Nous sommes obligés de rester humbles et d'admettre que nous ne sommes plus en possession d'une vérité absolue. Ça nous oblige à mieux parler aux gens et ça nous force à être compétents. En démocratie, ce peut être une bonne chose. »

C'en serait donc fini du fossé qui sépare le monde savant du reste de la population? En tout cas, l'engagement communautaire ou public qu'osent les chercheurs modifie les méthodes de travail dans le monde des sciences sociales. Plus encore, il enrichit incontestablement leur expertise et la connaissance en gé-



néral, estime **Martin Goyette**, professeur à l'École nationale d'administration publique (ENAP). Il parle même, comme plusieurs de ses collègues, de «coconstruction» du savoir. «Je ne suis pas dans la position d'un chercheur qui observe des poissons dans un bocal. Réaliser des travaux en partenariat avec la communauté m'oblige à adopter une approche active auprès des gens.»

«Les sciences humaines ont une complexité différente de celle de la physique ou de la biologie moléculaire, ajoute Madeleine Gauthier. Nous sommes dans un milieu de recherche où nos savoirs sont changeants, non pas cumulatifs. En biologie, si vous découvrez un gène, il ne sera pas remis en question. En intervention sociale, si vous identifiez un comportement ou un phénomène, il pourra varier d'une région à l'autre, d'un contexte à l'autre. Cela ne nous facilite pas les choses.»

«Nous sommes obligés de rester humbles et d'admettre que nous ne sommes plus en possession d'une vérité absolue. Ça nous oblige à mieux parler aux gens et ça nous force à être compétents.»

Qui plus est, le contact avec de nombreuses réalités sociales a accéléré, au fil des années, la production de connaissances, estime **Marie-José Fortin**, de l'Université du Québec à Rimouski, titulaire de la Chaire de recherche du Canada en développement régional et territorial. «Pour nous, cela représente un nouvel enjeu, car il nous faut maintenant prendre le temps de traiter les données que nous accumulons», dit-elle, en pensant aux nombreuses initiatives municipales, communautaires ou citoyennes auxquelles elle a participé. «On doit gérer une abondance, tout en s'assurant de faire un travail de qualité. Et vous savez quoi? Tout le temps que nous y consacrons peut être fort bénéfique pour la société, car il permet de prendre du recul devant des sujets chauds.»

Des savoirs qui évoluent? Pourtant, les universitaires sont encore perçus comme les détenteurs d'un bagage acquis, figé. «Lorsqu'on nous invite à nous prononcer sur un problème, on nous considère souvent comme des experts ou des consultants, note Marie-José Fortin. Ce n'est cependant pas notre rôle, car nous sommes plutôt engagés dans des processus qui vont générer des connaissances nouvelles.»

Il reste que nombre d'organisations qui nous sollicitent,

veulent obtenir rapidement des certitudes, fait remarquer Madeleine Gauthier. «On nous demande des statistiques – c'est toujours solide, des statistiques –, mais il faut comprendre que nous ne pourrions les produire que si nous avons d'abord complété des recherches qualitatives, ajoute-t-elle. Il s'agit d'un travail qui peut se faire avec les gens, en leur posant des questions et en les écoutant. C'est cet échange qui transforme nos connaissances, notre science.»

La sociologue de l'INRS a d'ailleurs été impliquée dans un projet qui a fait beaucoup jaser dans les années 1990. On soupçonnait alors une migration des jeunes Québécois des régions vers les grands centres urbains. «Nous avons recueilli des opinions, ça et là, ce qui nous a menés à définir un questionnaire. Ce dernier a conduit à un vaste sondage qui nous a permis d'effectuer une vérification quantitative assez solide.» Or, ce sondage a permis de confirmer un lien, beaucoup plus pertinent, entre l'emploi et la migration. «En somme, dit-elle, nous avons compris qu'il n'y avait pas un problème d'exode des jeunes; il y avait un problème de création d'emplois en région. Ce n'est pas pareil. Et c'est là-dessus que les responsables en développement économique ont eu à travailler. D'ailleurs, on constate aujourd'hui que la Gaspésie n'a plus ce problème migratoire.»

«La recherche-action peut changer plusieurs postulats de base de la recherche théorique», poursuit le professeur Martin Goyette, également titulaire de la Chaire de recherche du Canada sur l'évaluation des actions publiques à l'égard des jeunes et des populations vulnérables. Il en va de même quand les chercheurs rencontrent la fameuse réalité du terrain, celle où s'activent bien des décideurs et des citoyens. Dans ces situations, tous les acteurs participent de facto au processus. «Les groupes communautaires ou les intervenants dans le milieu ont, tout autant que moi, une contribution à apporter, surtout en travail social. C'est ce que je dois accepter», dit-il.

Madeleine Gauthier raconte que c'est au tournant des années 1980 que les recherches en sciences humaines ont pris une tournure plus pragmatique. Sociologues, travailleurs sociaux, psychoéducateurs, gestionnaires se sont mis à travailler de plus en plus auprès des municipalités, des organisations communautaires ou des groupes populaires. Les résultats de cet engagement n'ont pas toujours fait les manchettes, mais les bénéfiques, autant

sur le plan de l'éducation populaire que sur celui de la prise de décision, ne font pas de doute. «De telles recherches nous permettent de comprendre davantage les choses. Elles nous apprennent à travailler plus efficacement. Nos méthodologies sont plus raffinées que jadis et cela sert mieux les décideurs et les organismes. On voit ça maintenant comme du transfert de connaissances et d'expertise vers le public. C'est du partenariat de recherche.



Nous n'avons plus rien des "pelleteux de nuages"!»

«Je suis aussi un agent de changement», affirme **Denis Bourque**, titulaire de la Chaire de recherche du Canada en organisation communautaire à l'Université du Québec en Outaouais (UQO). «Les responsables d'organismes ou d'institutions doivent me voir ainsi. Beaucoup plus de chercheurs travaillent avec des partenaires parce que cela les sensibilise à des enjeux et à des problèmes qui, autrement, ne les toucheraient pas. Ce contact avec la réalité nous pousse à modifier nos savoirs, mais la réciproque est vraie : nous fournissons aux partenaires des outils qui facilitent leur démarche et leurs décisions.»

À force de travailler avec des groupes populaires ou des municipalités, les chercheurs ne risquent-ils pas de sympathiser avec leur cause ou leurs soucis? Denis Bourque répond : «Il n'empêche que nous devons garder le dernier mot. Après tout, c'est nous qui signons le

rapport de recherche!»

«La liberté de recherche qui nous permet de jouer franc jeu est fondamentale et, en fin de compte, elle est utile à tous, renchérit Martin Goyette de l'ENAP. C'est ce qui contribue à la bonne marche des projets.»

«On parle souvent de recherche et développement comme levier de progrès économique, ajoute Madeleine Gauthier. L'innovation sociale peut aussi être un ressort de développement collectif. Et les sciences sociales d'aujourd'hui sont en plein dedans!»

Les sciences «molles», comme on les qualifie parfois, auraient-elles enfin acquis la reconnaissance sociale? Madeleine Gauthier reste circonspecte : «Bien que notre société soit plus scolarisée que jamais, il me semble que l'on a encore, en apparence du moins, un peu de mépris envers la fonction intellectuelle.» Encore? Il faudrait peut-être lancer une recherche pour comprendre ça! ■

Un second regard

Saint-Michel est un quartier de Montréal réputé difficile. Mario Gauthier, professeur en études urbaines à l'UQO, a été appelé à regarder la situation d'un peu plus près, en collaboration avec les organisations communautaires du secteur. «On savait qu'il fallait notamment attaquer le problème des gangs de rue. Mais, par le biais de nos consultations, les citoyens nous ont indiqué qu'il fallait peut-être régler un problème de cimetière d'autos, situé sous l'autoroute Métropolitaine...» Surprenant? L'intuition citoyenne était bonne, car ce dépotoir était l'un des endroits très fréquentés par les délinquants. Les intervenants du milieu n'avaient pas vu ça. «C'est un bel exemple de jonction entre une démarche de consultation et la volonté citoyenne. Dans ce cas, comme dans bien d'autres, je constate que, lorsque nous nous octroyons la capacité d'agir collectivement sur les problèmes publics, l'action des élus devient bien plus efficace. J'oserais aussi penser que ce potentiel citoyen est propre au Québec, grâce aux organisateurs communautaires. C'est une réalité qui nous distingue assez bien du reste de l'Amérique du Nord.»

PLACE AUX CITOYENS!

La démocratie ne se limite plus à l'exercice du droit de vote lors des élections. Elle prend maintenant plusieurs autres formes.

Le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) est un fleuron du Québec démocratique. Une référence, rien de moins. «Sa création, à la fin des années 1970, a provoqué un énorme impact sur la réflexion et les processus de consultation publique, admet **Mario Gauthier**, professeur à l'UQO. Bien des villes ont maintenant intégré cet idéal de consultation.»

Un projet de dépotoir ou de prolongement d'autoroute, une nouvelle ligne de transport électrique? Autant de projets qui peuvent susciter doutes et suspicion. Les gestionnaires se trouvent alors devant une interrogation : comment être sûr de prendre une décision dans l'intérêt de tous?

«Le BAPE a démontré la nécessité d'un lieu de rencontre entre le public, les experts et les développeurs. Il y a désormais une volonté, de la part des institutions, d'accorder une plus grande légitimité à leurs décisions. La participation sociale est, dans cette optique, impérative», reconnaît Mario Gauthier. Cela dit, la mise en place de mécanismes de consultation s'est réalisée de manière bien différente d'une municipalité à l'autre ou d'un niveau de gouvernement à l'autre – local, régional ou

national –, autant pour des schémas d'aménagement que pour des plans d'urbanisme. «Toutes les municipalités n'ont pas la même culture ni les mêmes ressources pour intégrer ce processus. Parfois, elles ont peur de la participation publique, peur qu'elle entraîne des frictions, fasse augmenter les coûts et retarde les projets.»

Le rôle du chercheur en sciences sociales est donc capital dans ce contexte. «C'est un facilitateur», souligne M. Gauthier. Il permet un transfert de connaissances, par le truchement de la gestion participative, vers les instances municipales. Une nouvelle forme de participation démocratique serait-elle en train de se dessiner par son entremise? «Les élus sollicitent nos avis mais, avant d'émettre quelque opinion que ce soit, il nous faut comprendre la dynamique d'une communauté, poursuit-il. On n'est pas dans un labo de chimie, on ne travaille pas en manipulant des éprouvettes. On est plutôt dans le dialogue. En tout cas, cela donne de meilleurs projets,

plus consensuels, plus aisés à mettre en œuvre.»

L'exemple le plus récent, qui a d'ailleurs occupé une bonne partie des régions du Québec, touche l'exploitation des gaz de schiste. Une bonne ou une mauvaise chose?

«L'information manquait. Rien pour pouvoir prendre une décision éclairée, dit Mario Gauthier. Un moratoire a dû être décrété et, par la suite, tout le milieu universitaire a été mobilisé pour réaliser plusieurs dizaines d'études. L'ensemble de ces travaux a indiqué au ministre de l'Environnement et du Développement durable un problème d'acceptabilité sociale.»

«Les sciences sociales seront de plus en plus mises à contribution pour que l'ensemble de la société puisse réfléchir adéquatement sur l'incertitude», soutient le professeur. Est-ce que ça changera les pratiques universitaires? «Probablement, reconnaît-il, car on évolue ensemble. S'engager dans les communautés, ça fait partie de la mission fondamentale des universités. On ne peut rester en dehors de la société si on veut la comprendre.»



L'université dans la ville

UN DIPLÔME EN DIGNITÉ APPLIQUÉE

Des itinérants? Plutôt des humains qui portent une souffrance sur leurs épaules, dans leur chair et leur sang. Une initiative sans pareille, l'Université de la Rue, permet de mieux aider ces êtres en rupture.



Philippe Malchelosse, de l'organisme Point de Rue, Lyne Douville, professeure en psychoéducation à l'UQTR. Ils ont fondé l'Université de la Rue pour doter les travailleurs de rue d'outils, afin de prévenir l'itinérance.

Ils traînent des échecs. De sorte que, échaudés par la vie, ils sont réfractaires à l'idée d'accepter de l'aide. Philippe Malchelosse, cofondateur et directeur général de l'organisme Point de Rue qui regroupe des travailleurs de rue, à Trois Rivières, en sait quelque chose: «On les appelle itinérants, mais ce sont des personnes en rupture sociale. Qui ont brisé leurs liens avec le monde. Et aussi avec eux-mêmes.»

Comment leur parler de réinsertion? Pour le gestionnaire, il faut rester réaliste. «Il y a des jeunes qui n'ont

aucune idée de ce que peut être une journée de travail; de se réveiller le matin et d'aller au boulot. Alors leur parler de réinsertion... Il faut d'abord viser à établir la communication avec eux et c'est déjà beaucoup, car ils sont en situation de rejet.» Autant dire que le travail de rue exige patience, doigté, empathie; et suppose une forte dose de responsabilité professionnelle.

Ils sont des centaines de travailleurs et travailleuses de rue au Québec, qui tentent d'accompagner et de soutenir les sans-abris. Un métier extrême dans un

anti-monde où se côtoient toxicomanie, prostitution et maladie mentale. « On a parfois un sentiment d'impuissance, avoue Philippe Malchelosse. Comme si ce n'était pas assez, nous avons souvent à défendre notre crédibilité auprès des organismes officiels que sont les services de police ou les centres jeunesse. »

En contribuant à la création de l'Université de la Rue, en avril 2011, **Lyne Douville**, professeure en psychoéducation à l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR), a réussi un coup de maître. Cette initiative, un micro-programme unique au monde, permet aux chercheurs d'entrer en contact avec une réalité bien mal comprise. Elle estime que, grâce à eux, les travailleurs de rue pourront acquérir un peu plus d'outils pour agir. « Les marginaux, qui ont été heurtés par le système, nous obligent à intervenir de façon différente, dit-elle. Et cela nous permet de développer des compétences spécifiques; de nous doter d'outils de prévention. »

« Lyne m'aide à savoir et à comprendre ce que je fais, ajoute Philippe Malchelosse. Nous arrivons parfois à transformer les itinérants, mais je dois aussi avoir l'humilité de dire que, avec certains jeunes, nos interventions ne sont pas efficaces. L'Université de la Rue nous aide à savoir pourquoi. »

« Traditionnellement, dit Lyne Douville, le chercheur est vu comme l'expert en *empowerment* – le mot se traduit maladroitement par “développement du pouvoir d'agir” ou “responsabilisation” –, comme celui qui pousse à l'autonomisation des personnes. C'est un résultat que l'on souhaite obtenir auprès des travailleurs de rue. »

D'abord, cesser de caricaturer les itinérants, dit Philippe Malchelosse. « Ils ont des préjugés, nous avons des préjugés, dit-il. L'itinérance n'est pas uniquement le lot des grands centres urbains; elle est partout. Mais elle diffère d'un lieu à l'autre. À La Tuque, en Mauricie, par exemple, il y a une itinérance fortement marquée chez les Autochtones; ce n'est pas la même problématique que celle des jeunes à Montréal. »

Et c'est une préoccupation pour les partenaires politiques. « Vous pensez bien qu'aucun maire n'aime avoir des itinérants dans sa ville. Toutefois, les élus comprennent de mieux en mieux qu'il faut attaquer l'itinérance de manière plus globale, puisqu'elle rejoint aussi le problème de la pauvreté, le problème d'accès à des logements sociaux et le problème du réseau social qu'ils n'ont plus, admet Philippe Malchelosse. On a beau constater les pires bêtises du système, on ne peut pas s'en tenir juste à la critique. Il faut savoir agir. » ■

Pour en savoir plus :
uqtr.ca/universitedelarue



Un samedi à l'Accueil Bonneau à Montréal

STÉPHANIE BÉLANGER

Des étudiants à pied d'œuvre Ils marchent. De petits pas pour l'humanité; de grands pas pour eux. Ils marchent. Et leurs pieds sont plus usés que leurs chaussures.

Un samedi par mois, une dizaine d'étudiants en podiatrie à l'UQTR se rendent à l'Accueil Bonneau, un refuge pour sans-abris situé dans le Vieux-Montréal. Depuis février 2012, ils examinent et soignent les pieds malades des itinérants.

Au total, près de 400 traitements ont été administrés jusqu'à présent. Un succès humain et pédagogique, pourrait-on dire. « Si certains d'entre nous avaient des préjugés envers les sans-abris, ils les ont vite perdus! Ces patients sont remarquables. Ils ont des parcours assez extraordinaires. J'en ai rencontré un qui parle cinq langues, raconte Angelo Macaluso, postdoctorant à l'UQTR. Leurs pieds, c'est leur liberté, leur véhicule. » Et il y en a qui marchent une heure et demie pour venir bénéficier de ces soins.

L'initiative étudiante a rencontré un tel succès que l'Accueil Bonneau prévoit établir une clinique permanente de podiatrie, l'an prochain. « Auparavant, c'étaient des infirmières qui administraient les soins de base, mais on remarque chez les itinérants des infections fongiques ou bactériennes qui nécessitent davantage d'intervention. Il faut souvent leur prescrire des traitements », poursuit Angelo Macaluso.

Cette initiative de podiatrie communautaire a reçu, en 2012, le prix national au Concours québécois en entrepreneuriat (catégorie universitaire). Et puis, les étudiants ont aussi établi un système de cueillette de chaussures. Plusieurs centaines de paires de souliers – qui n'ont pas fini de voyager – ont été envoyées à l'Accueil puis remises en état par un cordonnier.

Mais il faut prévoir que la marche contre l'itinérance et la pauvreté sera sans doute encore bien longue...

L'université à la campagne

LA CLÉ DES CHAMPS

Pas de murs, pas de salles de cours; les classes sont données dans des granges et des sous-sols d'église. Bienvenue à l'Université rurale.



STUDIO DURUISSEAU

Bruno Jean, professeur à l'UQAR:
« La pédagogie qui caractérise l'Université rurale, c'est celle qui favorise le croisement des savoirs. »
La prochaine édition de cette université ambulante aura lieu dans Charlevoix, l'an prochain.

« J'essaie de faire sortir l'université de ses murs; c'est ma manière de m'engager. Il y a des savoirs savants et il y a des savoirs d'expérience, comme ceux que l'on trouve en région. Je veux que ces savoirs interagissent. »

À l'entendre, on penserait que **Bruno Jean** est un idéaliste. Pourtant, ce professeur de l'Université du Québec à Rimouski (UQAR), qui dirige aussi la Chaire de recherche du Canada en développement rural, a les deux pieds bien sur terre. Et les yeux sur l'avenir des régions. « Leur développement, ce n'est pas juste une question d'accès au capital, cela implique aussi un engagement des citoyens, dit-il. On appelle ça le capital social! Et il faut trouver le moyen de le mettre

en valeur. » C'est ce qui l'a poussé à développer une initiative unique et assez particulière, appelée Université rurale québécoise (URQ).

Née en 1997, à Rouyn-Noranda en Abitibi-Témiscamingue, l'Université rurale est une étrange institution, sorte de forum scientifique inversé. Elle se tient une fois tous les deux ans et s'est déplacée jusqu'ici dans le Bas-Saint-Laurent, sur la Côte-Nord, en Mauricie, en Outaouais, sur la Côte-du-Sud, au Lac-Saint-Jean, en Gaspésie et dans les Cantons-de-l'Est. Les professeurs-chercheurs n'accueillent pas des élèves en classe, ils partent à la rencontre des citoyens et des acteurs régionaux, selon une approche pédagogique informelle et conviviale. Les neuf éditions de l'URQ ont suscité la

participation de près de 3 000 personnes.

Pertinente? Et comment! L'Université rurale a été reconnue comme outil de formation dans la récente Politique nationale de la ruralité (PNR) déposée en décembre dernier par le gouvernement du Québec. «Je suis d'ailleurs convaincu que la formation que l'on peut offrir dans ce cadre est en elle-même un outil de développement», dit Bruno Jean.

«La pédagogie qui nous caractérise, c'est le croisement des savoirs. Il s'agit de faire une université dans le sens premier du terme, c'est-à-dire un lieu de réflexion, explique-t-il. C'est une université ambulante. On visite des fermes, des entreprises, il n'y a pas de salles de cours; ça se passe dans des granges ou des salles paroissiales. Ce sont des rencontres, comme au Moyen Âge, au temps des toutes premières universités.» Au programme, des sujets récurrents qui reflètent bien les préoccupations régionales: la gouvernance, la création d'entreprises, le maintien des services sociaux. Il y a aussi des sujets nouveaux, comme l'agriculture de proximité qui met l'accent sur les produits du terroir, le tourisme ou Internet.

À Nouvelle, en Gaspésie, les participants ont eu le bonheur de connaître des élus particulièrement avant-gardistes, lors de l'Université rurale de 2011. «Pour eux, Internet devait être considéré comme un service public essentiel, au même titre que l'électricité», rappelle Bruno Jean. Et puisque l'un des problèmes constatés dans nombre de régions éloignées est justement l'accès à Internet haute vitesse, ils ont pris l'initiative de mettre en place une antenne wimax qui permettait d'offrir une connexion à tous les citoyens dans un rayon de 5 km. «Le coût de l'installation a été inscrit au compte de taxes. Si certains ont d'abord rechigné, aujourd'hui tous l'acceptent. On comprend qu'il y a eu ce qu'il fallait d'information pour qu'une telle mesure soit acceptée.»

Dix ans après le début des activités de l'URQ, une étude a permis d'en évaluer la portée. Elle montrait que les universitaires n'avaient pas encore tout à fait apprivoisé le concept. Trop théoriciens, nos profs? Ou dépassés par les enjeux liés à la ruralité? «Il y a des chercheurs qui ne comprennent pas toujours ce que c'est, un croisement de savoirs. Pour eux, c'est un choc culturel», reconnaît Bruno Jean.

Il n'empêche que l'évaluation faite par les sondeurs a fait ressortir que tous les participants – les acteurs du milieu, comme on dit – admettent que ces échanges peuvent donner «accès à de nouvelles connaissances». voire que cela rend possible «de trouver de nouvelles solutions à des problèmes spécifiques». Du côté des chercheurs, 81 % s'accordent à dire que l'Université rurale leur «a permis d'enrichir leur enseignement», tandis que la totalité d'entre eux soutiennent qu'elle «favorise le transfert de connaissances scientifiques, technologiques et méthodologiques en matière de développement». On touche du bois.

Ce n'est pas un luxe, en tout cas. Déjà que l'on recense de 150 à 200 villages dévitalisés au Québec,

il faut convenir que le développement des capacités d'innovation est un enjeu crucial, selon Bruno Jean. Si l'Université rurale permet d'apprécier la force et l'impact de ces innovations, cela peut être inspirant aussi pour les autres groupes sociaux. «Ce qui est certain, c'est que les communautés qui ont un bon capital social sont plus prospères que celles où règnent des conflits. Mais ça ne prend pas grand-chose pour renverser la tendance quand ça va mal; c'est notamment à cela que des chercheurs en intervention sociale peuvent être utiles.»

«Parler de capital social nous a conduits à parler de gouvernance. La gouvernance, ça se manifeste quand il y a des décisions à prendre, poursuit Bruno Jean. Même si les élus ont la légitimité de gouverner, il est nécessaire pour eux de consulter régulièrement leurs citoyens. Ce n'est pas toujours facile, et l'Université rurale peut être une école en ce sens. De toute façon, un scientifique engagé n'a pas à prendre la place du décideur; son rôle est d'assumer sa mission de recherche. Ce n'est pas à lui de faire de la politique.» ■

L'expérience avec l'intelligence

«Vous illustrerez encore une fois ce que toute recherche et toute formation devraient être au bout du compte, quelque chose qui surgit toujours dans cette faille où se rencontrent l'action et la volonté de comprendre. Les seuls savoirs féconds sont nés et naissent de cette zone d'interpellation que fait émerger l'expérience en quête de compréhension et d'intelligence.»

— Pierre Lucier, alors président de l'Université du Québec, lors de l'allocation d'ouverture de l'Université rurale québécoise de 2001, tenue à Baie-Comeau.

La résilience au temps des changements climatiques

Avant, la question du réchauffement climatique était une cause pour les écologistes; aujourd'hui, c'est une préoccupation de société. Encore faut-il s'y préparer.

Les communautés côtières le savent déjà, les tempêtes maritimes sont plus violentes et plus fréquentes qu'avant. «Un plan d'urgence ne suffit plus, estime **Steve Plante**, professeur à l'Université du Québec à Rimouski. Il faut aussi un plan de résilience.»

Quatre municipalités du Québec ont récemment participé à un exercice sans précédent pour ajouter ce «plan de résilience» à leurs stratégies d'aménagement: Rivière-au-Tonnerre, près de Sept-Îles, Sainte-Flavie, près de Matane, ainsi que Maria et Bonaventure, dans la baie des Chaleurs. «On sait étudier l'impact des changements climatiques sur les animaux, mais ils sont plus difficiles à mesurer sur les humains. Ce n'est pas comme ramasser des poils de lynx et les étudier à la loupe binoculaire», fait remarquer le chercheur, qui est aussi directeur scientifique de l'Alliance de recherches universités-communautés (ARUC) sur les défis des communautés côtières.

Les communautés visées par ce projet ont toutes connu les conséquences de la tempête qui a balayé l'est du Québec en 2010 et qui a emporté de grands pans de falaises et plusieurs segments de

routes. Un événement qui a rappelé combien les environnements du littoral maritime sont fragiles. «Cela a provoqué une incertitude qui peut être néfaste pour les communautés, affirme le chercheur. Il faut donc préparer nos sociétés à surmonter ces événements, ce qui exige un immense travail d'éducation. Et attention: si on débarque avec des PowerPoint et des textes, on peut vite perdre notre monde. Il faut aussi se mettre en mode écoute.»

«J'ai tout fait: assemblées de cuisine, réunions de comité de citoyens, forums, rencontres avec les décideurs municipaux, poursuit-il. Ce que nous expliquons, c'est qu'on peut contrôler les risques, pas les aléas. Autrement dit, si on ne peut pas empêcher une tempête, on peut en limiter les conséquences.»

L'automne dernier, le conseil municipal de Sainte-Flavie a finalement adopté un plan de résilience. «Comme pour la plupart des municipalités, cela peut certes contribuer à élaborer des plans d'aménagement, mais c'est normatif; quand on veut réussir des changements, il faut aussi s'assurer d'une cohésion sociale. Ça, c'est plus déterminant.»



LE PARADOXE MINIER

Quand les chercheurs doivent interpréter des résultats en apparence contradictoires.

Des rues neuves, une école moderne, des emplois bien payés. La compagnie minière Osisko n'a pas lésiné sur les promesses pour entreprendre ses opérations à Malartic, en Abitibi. Tout ça pour laisser la voie libre aux camions et aux pelles mécaniques qui ont commencé à extraire des tonnes de roches dont on tire de l'or, beaucoup d'or! Le projet, théâtre d'une ambition minière sans pareille au Québec, a bouleversé toute une communauté.

Le pacte : sacrifier la quiétude du village en échange d'un boom économique. Le coût : le déplacement de 200 maisons, de la poussière – la mine est à ciel ouvert – et de la pollution. Le jeu en vaut-il la chandelle? Peut-on avoir l'heure juste, concernant l'impact social qu'un tel bouleversement a sur les gens? Le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) a posé la question. Puis, il a recommandé aux chercheurs de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue (UQAT) de

se pencher sur le dossier. Les résultats de leur recherche, entreprise à l'automne 2011, ont été rendus publics l'année suivante.

Conclusion : 40% des Malarticois considèrent maintenant que la qualité de l'environnement sonore est « mauvaise », le quart estime que leur eau est aussi devenue « mauvaise », plus de 28% considèrent que la qualité de l'air est « dégradée ». Enfin, 63% des répondants qui présentaient un niveau de stress élevé ont associé leur état au projet minier. Mais, paradoxalement, 61% voient ce dernier de manière positive.

« On est dans une région de mines; on sait bien que ça fait beaucoup de poussière, dit le sociologue **Patrice Leblanc**, professeur à l'UQAT et directeur de la Chaire Desjardins en développement des petites collectivités. C'était, et c'est encore, un dossier politiquement difficile. On pouvait entendre toutes sortes d'avis. Les gens avaient tendance à accoler sur les uns et les autres l'étiquette

de partisan ou celle d'opposant au projet minier. Notre rôle était d'obtenir une image exacte de leur perception de la situation. »

« Étonnamment, poursuit le sociologue, je pense que la consultation que nous avons menée a fait baisser le stress. La population s'est sentie écoutée. Notre appartenance à l'université a beaucoup aidé en ce sens. Et nous avons pu appuyer nos résultats avec une méthodologie sérieuse. »

Le grand dérangement n'est pas terminé. La compagnie minière souhaite maintenant agrandir sa fosse et détourner la route 117. Il faudra reprendre le pouls de la population : l'étude devait être reconduite en 2016. De concert avec l'Agence de santé et des services sociaux de la région et avec l'Institut national de la santé publique du Québec, Patrice Leblanc va donc devoir retourner écouter les Malarticois. On n'est jamais trop certain de l'acceptabilité d'un projet qui évolue.

DANIEL DUBÉ

LE SOUFFLE DE RIO

Et si c'était sur les petites et moyennes municipalités que reposait le succès du développement durable?

Le développement durable, ce n'est pas rien qu'une question d'environnement. Je me tue à le dire depuis 30 ans!» **Christiane Gagnon** tient à mettre les points sur les « i ». Professeure au département des sciences humaines de l'Université du Québec à Chicoutimi (UQAC) et codirectrice du Centre de recherche en développement territorial (CRDT), elle a contribué à insuffler cette idée auprès d'une centaine de municipalités au Québec.

« C'est dans l'esprit de l'Agenda 21, convenu en 1992 par plus de 170 pays lors du Sommet de la Terre à Rio de Janeiro. Cet Agenda se veut une stratégie de mise en œuvre des notions de développement durable », précise la professeure. Peu connu, le document devait mettre les États au diapason d'un développement qui prend en compte toutes les dimensions d'une société en proposant des outils plus adéquats pour la planification du territoire. En 2012, lors du dernier Sommet de la Terre, l'idée de l'Agenda 21 s'est raffinée. « On a compris que les changements espérés peuvent être générés par des territoires et des villes, remarque Christiane Gagnon. Ce sont ces derniers qui peuvent donner l'exemple en visant concrètement des objectifs liés au développement durable. Et cela peut ensuite percoler vers de plus hautes instances. »

Cependant, les choses ne se font pas toutes seules. « Un des grands défis du développement durable consiste à passer d'une cul-

ture de la compétition à une culture de la concertation, pour finalement instaurer une culture de la coopération intersectorielle, indique le portail Internet qu'anime Christiane Gagnon. Dans un contexte où les organisations travaillent en silo (gestion par fonction) avec des objectifs, des résultats et des mandats spécialisés, la mise en place d'une approche écosystémique, qui reconnaît l'interdépendance du social, de l'environnement et de l'économie et dont les résultats découlent d'une action intégrée (transversale), peut poser des problèmes importants », y explique-t-on.

L'une des premières municipalités à entrer dans le jeu a été celle de Sorel-Tracy. Située sur la rive sud du Saint-Laurent, entre Montréal et Trois-Rivières. La Ville entend devenir une technopole en écologie industrielle. Parmi trois des objectifs définis, la municipalité convenait d'œuvrer à réduire l'émission de CO₂ d'ici six ans, d'améliorer les aménagements urbains pour assurer la santé des quartiers, puis de se doter d'un développement socioéconomique viable.

Il y a aujourd'hui une trentaine de plans inspirés par l'Agenda 21, au Québec. Ils tiennent compte de préoccupations allant du bien-être collectif à la gestion des eaux et des matières résiduelles, en passant par le développement de l'économie. L'importance qui sera accordée à l'un ou l'autre de ces défis dépend des priorités établies par les communautés. « Les discussions auxquelles les chercheurs sont conviés les placent en plein cœur de l'action. Mais il est bien évident qu'un des facteurs de succès réside dans la santé et la cohésion sociale de ces communautés. Le dialogue est d'autant plus facile », conclut Christiane Gagnon.

Pour en savoir plus :

Le portail sur les démarches territoriales de développement durable.
<http://a21l.qc.ca>

L'ÉTINCELLE

Il existe une valeur sur laquelle on peut miser pour relancer la vie d'une localité : le sentiment d'appartenance.

Saint-Camille, dans les Cantons-de-l'Est. Un village comme tant d'autres? Pas tout à fait. En quelques années, il est littéralement devenu une sorte de modèle. Presque un laboratoire. «C'est un bel exemple de savoir partagé», dit **Jean-Marc Fontan**, directeur de la Chaire de recherche sur la méthodologie et l'épistémologie de la recherche partenariale à l'Université du Québec à Montréal (UQAM).

Ce chercheur sociologue suit de près l'évolution récente du village de 500 habitants, situé à 35 km au nord-est de Sherbrooke. Dans les années 1980, Saint-Camille était en déclin. Le bureau de poste allait fermer; l'école aussi. Comme ailleurs, on constatait une diminution de la main-d'œuvre agricole et une baisse de population active. *No future?* Aucun projet – que l'on dirait «structurant» aujourd'hui – n'était envisagé.

«Mais on ne relance pas un village à partir des planches à dessin, dit Jean-Marc Fontan. Il faut une étincelle! Ça peut sembler intangible, pourtant c'est à partir de là que ça devient du vrai.»

Une résolution : stopper l'exode des jeunes ménages. Et pourquoi pas attirer de nouvelles familles? «La façon de préparer une relance doit être adaptée à chaque réalité. Mais comment concrétiser de belles intentions? C'est l'engagement des citoyens qui a été déterminant pour la suite des choses, ici», explique le sociologue.

Une politique familiale a donc été adoptée. «Et elle a eu un impact sur l'organisation sociale et économique du village, constate **Diane-Gabrielle Tremblay**, professeure à l'École des Sciences de l'administration de la Télé-Université (TÉLUQ). Je suis d'ailleurs persuadée que la conciliation travail-famille est fondamentale dans les stratégies pour redynamiser bien des villages.»

La communauté a aussi compris qu'elle ne pouvait pas vivre en autarcie ni uniquement de son activité agricole. Serait-ce l'autre défi de la ruralité québécoise? «Il serait possible aujourd'hui, grâce au télétravail, d'établir un lien d'emploi avec des patrons qui se trouvent à des centaines de kilomètres. Ce pourrait être une clé pour le futur, pense Mme Tremblay. Mais cela implique un changement de mentalité, une nouvelle façon de penser le travail. On fait encore un peu trop de gestion du personnel à vue, comme en France, ce qui freine le développement économique en dehors des centres urbains. Les pays anglo-saxons et scandinaves n'ont pas cette manière de gérer. Là-bas, les patrons évaluent le travail d'abord en fonction des résultats. Ce n'est vraiment pas la même chose. Ça peut plaire particulièrement aux jeunes qui misent sur la qualité de vie. Surtout

que, en plus, ils pourront réduire l'utilisation de leur automobile!»

Assisterions-nous à une réconciliation urbains-ruraux? La professeure le croit: «Dans les ateliers auxquels j'ai participé, à Saint-Camille ou ailleurs comme dans Charlevoix-Est, il y a une réflexion en ce sens pour développer une proximité des services. C'est de bon augure.»

La réussite de Saint-Camille où cohabitent maintenant plus de 24 organismes communautaires pourrait-elle servir



de modèle? «Pour nous, qui faisons de la recherche, ce précieux contact avec les populations permet en tout cas de voir ce qui se passe au-delà de la théorie», affirme Diane-Gabrielle Tremblay.

«À l'inverse, une meilleure compréhension du processus de développement permet aux communautés d'acquiescer le vocabulaire standard, plus scientifique, qui leur servira à mieux communiquer avec les instances administratives et à faire valoir leurs idées, dit Jean-Marc Fontan.» À Saint-Camille, les ateliers de savoirs partagés ont d'ailleurs été organisés par le Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES), en collaboration avec le Service aux collectivités (SAC) de l'UQAM. Un croisement de savoirs dans toute sa splendeur.

L'expérience n'a pas fini de faire jaser : l'automne prochain, un forum est prévu où on souhaite réunir les élus des 89 communautés des Cantons-de-l'Est. Les ressuscités de Saint-Camille seront présents. Ils exposeront comment on peut contrer la dévitalisation territoriale. Nul doute que l'enjeu dépasse les limites du village.

Ateliers des savoirs partagés à Saint-Camille. Un exemple de conciliation université-village.



L'université dans l'économie

LE POUVOIR GASPÉSIEN

Éole, dieu du vent, a élu domicile sur les rives du golfe Saint-Laurent, grâce à la complicité d'ingénieurs déterminés.

Il y a de la Gaspésie dans l'air. Les éoliennes qui captent le vent dans le ciel du Québec sont à plus de 50% fabriquées en Gaspésie. Les composantes électroniques sont faites à Carleton; les pales, à Gaspé; les tours, à Matane. La Gaspésie est même devenue un exportateur de technologie éolienne.

Christian Masson, professeur à l'École de technologie supérieure (ÉTS), suit le développement des éoliennes depuis plus de 30 ans. Une filière industrielle qui a atteint, selon lui, une maturité prometteuse. «Je me rappelle un congrès de l'Association canadienne de l'énergie éolienne, raconte-t-il. Ça se tenait au nord de l'Ontario dans un motel bas de gamme. Les ingénieurs avaient des sandales aux pieds. Aujourd'hui, ils portent une cravate.»

Le développement a pris son essor au Québec avec le premier appel d'offres d'Hydro-Québec, en 2005. L'entreprise d'État souhaitait ajouter 1 000 mégawatts tirés de l'éolienne dans l'ensemble de la production d'électricité. Le vent était favorable, disons. Une condition : les promoteurs devaient garantir un important contenu gaspésien. Au pays de la morue disparue et du tourisme saisonnier, ce n'était pas un luxe. «Cela a lancé l'industrie, estime Christian Masson. Cela a eu un effet structurant, comme on dit.»

Mais qui allait pouvoir choisir les sites idéaux pour installer ces nouvelles turbines? Qui allait les concevoir? Qui allait les tester? Qui allait les faire marcher? «L'initiative a ouvert dans cette région des possibilités de carrière pour des ingénieurs et des technologues. Ce qui a évidemment attiré des jeunes que nous formions», explique le professeur. Ce dernier a joint le Conseil d'administration du TechnoCentre éolien, un organisme rattaché au Cégep de la Gaspésie et des Îles, devenu un joueur majeur de la révolution éolienne du Québec. «L'ÉTS permet aux jeunes d'acquérir une sorte d'expertise générique afin de pouvoir réaliser des projets novateurs et originaux pas mal partout au Québec. Ils peuvent s'adapter aux réalités régionales. Mais les Gaspésiens attendaient aussi de nous une contribution en recherche fondamentale pour les projets éoliens.»

Toutefois, les surplus d'électricité constatés dans le bilan énergétique québécois menacent-ils l'avenir de l'éolien et de sa jeune industrie? «Je trouve ça malheureux qu'on débâte du coût de production de l'électricité des éoliennes sans considérer les retombées sociales, commente-t-il. On devrait pouvoir envisager les choses d'une manière plus globale.»

Christian Masson a entrepris une tournée des entreprises pour comprendre les besoins auxquels il faudra maintenant répondre. «Pour moi, c'est important de savoir ce que ces entreprises et les institutions engagées dans cette voie – telles que Kruger, le TechnoCentre éolien, Eocycle Technologies, EDF Energies Nouvelles Canada,

Senvion, Enercon et General Electric – attendent maintenant de notre relève en génie. Comme professeur d'université, ça me semble essentiel de savoir comment nos étudiants pourront faire valoir leurs compétences futures. Nous devons désormais penser à l'exportation de notre savoir-faire. Il nous faut regarder du côté des marchés émergents comme la Chine ou l'Inde. Une belle partie peut se jouer!» ■